



Le Département britannique pour le développement international (DFID) [s'est engagé à intensifier ses actions](#)

pour stimuler le secteur privé afin qu'il devienne un moteur de croissance dans les pays pauvres. Les mesures envisagées incluent: créer un nouveau Département du secteur privé; stimuler l'investissement privé (en utilisant des experts en affaires comme conseillers); encourager la réduction des entraves à la croissance (des investisseurs sur le même pied d'égalité, des échanges commerciaux justes et ouverts, une entrée dans le marché plus aisée et une régulation rationalisée); la réforme du CDC (La Commonwealth Development Corporation] qui regagnerait de son pouvoir à investir directement, prêter et fournir des garanties là où les besoins en développement se font le plus sentir, en comptant moins sur les gestionnaires de fonds); et faire pression en faveur d'une conclusion favorable aux négociations de Doha. Il est prévu que la CDC joue un rôle clé: le DFID mettra en place une consultation externe sur les façons de cibler le capital et publiera ses résultats en début d'année prochaine.